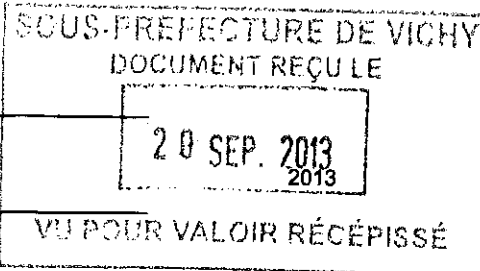


EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPALDEPARTEMENT  
Allier

DE LA COMMUNE D E BOST

Séance du 16-sept



11 10 8

L'an deux mil treize

et le seize septembre

à 19 heures 00 , le conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur CATARD Christian

Présents : Mrs CATARD, BEUVARD, BUSSY A., JACQUET  
Mes CHEVALIER, DUFRAISE, CHOSSIÈRE, BUSSY F  
Excusés : Mr RANDIER, Mlle BLAISE,  
Mme CHOSSIÈRE Carine

a (ont) été nommé(e) (s) secrétaire(s).

05-sept-13

05-sept-13

Institution de droit de  
préemption urbain

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme (C.U.) offre la possibilité aux communes dotées d'un POS ou d'un PLU approuvé, d'instituer un droit de préemption, sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser délimitées par ce plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du C.U. à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels.

Ce droit peut être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites actions ou opérations d'aménagement (L.210-1 du C.U.).

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- DECIDE d'INSTITUER le DROIT de PREEMPTION URBAIN sur les secteurs suivants : zones urbaines : U et zones à urbaniser : AU du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 juillet 2013 ;
  - DONNE délégation à Mr le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L.2122-17 et L.2122-19 sont applicables en la matière ;
  - PRECISE que le nouveau droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention dans deux journaux.
- Le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R.123-13 du C.U.

Une copie de la délibération sera transmise à Mr le Préfet, Mr le Directeur Départemental des services fiscaux, Mr le Président du Conseil Supérieur du Notariat, la Chambre départementale des notaires, au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de Cusset, au greffe du même tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du C.U.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en sous-préfecture

le 20/09/2013  
et publication ou notification

du 20/09/2013

reçu le 26/09/2013

Le Maire

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Pour extrait conforme

Le Maire,

